



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

23.12.2016

Réf : DCPI-BICPE/NP

**Arrêté préfectoral imposant à la SOCIETE BRABANT
des prescriptions complémentaires concernant la
gestion des eaux pour la poursuite d'exploitation de
son établissement situé à TRESSIN**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 511-1 et R. 512-31 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 nommant M. Michel LALANDE, préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord à compter du 4 mai 2016 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu les différents actes administratifs et notamment l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2006 autorisant la société P. BRABANT, dont le siège social est 25, route Nationale – 59152 TRESSIN, à poursuivre l'exploitation du site sis à la même adresse suite à la mise à jour administrative des activités de l'établissement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 février 2013 donnant acte de l'étude de dangers révisée du site et actualisant la liste des installations classées autorisées sur le site ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mai 2013 imposant des prescriptions complémentaires concernant la gestion des eaux du site ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015 imposant des prescriptions complémentaires pour la poursuite de la mise en œuvre du plan de gestion de la pollution de la lagune, et notamment le maintien en bon état de fonctionnement de la barrière hydraulique ;

.../...

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015 imposant des prescriptions complémentaires pour prévenir toute migration hors site de la pollution des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté du maire de TRESSIN du 9 mai 2011 autorisant le réseau d'eaux usées non domestiques de l'établissement P. BRABANT dans le réseau d'assainissement communautaire ;

Vu les arrêtés complémentaires d'autorisation de déversement délivrés par la Communauté Urbaine de Lille les 31 mai 2013 et 4 août 2014 et prenant en compte les rejets des eaux provenant de la barrière hydraulique ;

Vu le bilan 2015 de la surveillance des effets sur l'environnement transmis au Préfet le 8 juin 2016 ;

Vu le plan de masse de positionnement des prélèvements dans l'environnement annexé au présent arrêté ;

Vu le rapport du 25 août 2016 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 octobre 2016 ;

Considérant que la désactivation des voies de transfert doit être poursuivie pour prévenir toute migration hors site de la pollution des eaux souterraines présente au droit du site ;

Considérant la nécessité du maintien en fonctionnement de la barrière hydraulique dans sa version étendue ;

Considérant les flux générés par le fonctionnement de la barrière hydraulique dans son dimensionnement actuel ;

Considérant la nécessité de fixer les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 rend nécessaires et d'atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société P. BRABANT, dont le siège social est 25, route Nationale à TRESSIN, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs sont complétées par celles du présent arrêté. Elles demeurent applicables sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.

.../...

Article 2 : Rejet n°1 (vers le réseau d'assainissement communautaire)

Les dispositions de l'article 3.2 *Valeurs limites d'émission au rejet n°1* de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2013 sont modifiées comme suit.

Le débit est limité à 40 m³/h et 200 m³/j.

Les rejets des bassins 1 et 2 sont effectués par bâchée après contrôle de l'échantillon représentatif du batch.

Les bassins 1 et 2 sont équipés d'une détection niveau haut avec déclenchement automatique de la vidange vers le réseau d'assainissement communautaire dès que l'on atteint le seuil haut. Le rejet continu au réseau d'assainissement communautaire est limité à la durée nécessaire pour éviter tout débordement des bassins 1 ou 2 vers le bassin 3.

Une procédure de contrôle et d'entretien du détecteur de niveau haut est mise en place.

Article 3 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance

Les dispositions de l'article 4.3 *Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance* de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2013 sont modifiées comme suit.

Autosurveillance interne en sortie de l'osmoseur (ou tout autre dispositif de pré-traitement des eaux usées issues de la régénération des solvants)

<i>Paramètre</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Méthode d'analyse</i>
Débit	En continu	
pH	Journalière	NF T 90 008
NMOR	Trimestrielle	CPG/TEA ou équivalente
Rendement du dispositif de traitement sur la DCO	Mensuelle	

Autosurveillance du rejet n° 1 (rejet vers le réseau d'assainissement communautaire)

<i>Paramètre</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Méthode d'analyse</i>
Débit	À chaque vidange	
pH	À chaque vidange après homogénéisation	NF T 90 008
DCO	À chaque vidange	NF T 90101
MeS	À chaque vidange	NF EN 872
DBO5	Mensuelle	NF EN 1899-1
N	Mensuelle	NF EN ISO 11905-1
P	Mensuelle	NF EN ISO 6878
Métaux	Mensuelle	
NMOR	Mensuelle	CPG/TEA ou équivalente

Les contrôles sont effectués sur un échantillon représentatif du batch.

En cas de rejet exceptionnel en continu dans les conditions définies à l'article 2 ci-avant, l'exploitant procède à une analyse des paramètres DCO et MeS sur des échantillons moyens non décantés prélevés sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit. Le débit est mesuré en continu.

Les dispositions concernant l'**autosurveillance du rejet n°2** (rejet dans le fossé puis la Marque) restent applicables.

Article 4 : surveillance des effets sur l'environnement

Les dispositions de l'article 5 *Surveillance des effets sur l'environnement* de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2013 sont modifiées comme suit.

La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée à fréquence semestrielle pour le paramètre N-nitrosomorpholine (NMOR) :

- dans la Marque en trois points de prélèvement (effluents rejetés par la STEP de Forest-sur-Marque, en amont et en aval de la STEP) ;
- dans les eaux souterraines au droit des piézomètres PzAhi et PzBois.

Le plan de positionnement des prélèvements est annexé au présent arrêté.

Article 5 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

.../...

Article 7 : Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de TRESSIN,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de TRESSIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie TRESSIN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord Nord (www.nord.gouv.fr - consultations et enquêtes publiques - installations classées pour la protection de l'environnement – Autres ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le 23 DEC. 2016

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint
Pour le préfet,

Olivier GINEZ



P.J. : Plan de masse pour le positionnement des prélèvements

The first part of the paper discusses the importance of the study and the objectives of the research. It highlights the need for a comprehensive understanding of the subject matter and the role of the researcher in this process. The second part of the paper presents the methodology used in the study, including the data collection methods and the analysis techniques. The third part of the paper discusses the results of the study and the conclusions drawn from the data. The final part of the paper provides a summary of the findings and suggests areas for further research.



Plan de masse pour le positionnement des prélèvements



